



**Conférence des Nations Unies
sur le commerce
et le développement**

Distr. générale
23 avril 2012
Français
Original: anglais

Treizième session

Doha (Qatar)
21-26 avril 2012

Sommet des dirigeants mondiaux sur l'investissement

Réunion préalable à la treizième session de la Conférence

Résumé établi par le secrétariat de la CNUCED

Sommet des dirigeants mondiaux sur l'investissement

1. Le Sommet des dirigeants mondiaux sur l'investissement, réunion internationale de haut niveau rassemblant des représentants de gouvernements et des dirigeants d'entreprises, s'est tenu à Doha (Qatar) le 21 avril 2012. Son objet était de faciliter le dialogue et l'action concernant les problèmes d'investissement importants et nouveaux dans le monde. Ce sommet a pris la forme d'une réunion-débat d'une durée de trois heures, conduite par M. Teymoor Nabili d'Al Jazeera (Qatar).

2. Les intervenants étaient S. E. Sheikh Hamad bin Jassim bin Jaber Al Thani, Premier Ministre du Qatar, représenté par S. E. Ahmed Bin Abdullah Bin Zaid Al-Mahmoud, Vice-Premier Ministre et Ministre d'État chargé des affaires du Conseil des ministres (Qatar); S. E. M^{me} Sheikh Hasina, Premier Ministre du Bangladesh; S. E. M. Ikililou Dhoinine, Président des Comores; S. E. M. Issoufou Mahamadou, Président du Niger; S. E. M. Moncef Marzouki, Président de la Tunisie; S. E. M^{me} Tarja Kaarina Halonen, ancienne Présidente de la Finlande et Coprésidente du Groupe de haut niveau sur la viabilité de l'environnement mondial du Secrétaire général de l'ONU; S. E. M. Abdelkader Bensalah, Président du Sénat algérien; M. Dominic Barton, Directeur général de McKinsey & Company, Inc.; M. Peter Brabeck-Letmathe, Président de Nestlé SA; M. Jean-Guy Carrier, Secrétaire général de la Chambre de commerce internationale; M. Christophe de Margerie, Président-Directeur général de Total; M. Steen Riisgaard, Président-Directeur général de Novozymes; M. Hugo Sigman, Président-Directeur général de Grupo Insud; et M. Supachai Panitchpakdi, Secrétaire général de la CNUCED.

3. Sept chefs d'État ou de gouvernement ont fait des déclarations, suivies de commentaires des participants à la réunion-débat et d'un message vidéo de M. Bill Clinton, ancien Président des États-Unis d'Amérique.

4. Les participants ont fait valoir que le sommet se tenait dans un contexte mondial marqué par les suites de la crise économique et financière et par les défis de développement auxquels étaient confrontés de nombreux pays, avec une reprise des flux d'investissement étranger direct (IED) qui restait à la traîne de la reprise des échanges commerciaux et de la production. Les intervenants ont insisté sur l'importance des investissements internationaux dans l'économie réelle, à la différence des investissements trop souvent spéculatifs dans des produits financiers comme ceux observés récemment dans de nombreux pays, et sur le rôle de l'IED pour surmonter la crise mondiale et promouvoir l'emploi et la croissance.

5. Les participants ont examiné plusieurs thèmes interdisciplinaires concernant l'investissement international:

a) Création d'emplois. Il a été admis que le chômage était un problème dans tous les pays – et pas uniquement dans les pays en développement – et que l'investissement international était une source essentielle de création d'emplois. Des intervenants représentant les milieux d'affaires ont fait valoir que des mesures d'incitation pouvaient aider à attirer les investisseurs étrangers et à promouvoir la création d'emplois dans certains secteurs ou régions. Il était dans l'intérêt à long terme des sociétés transnationales d'aider à optimiser l'effet de création d'emplois de l'IED et à contribuer à l'augmentation des revenus pour doper la consommation, y compris celle des produits et des services de ces sociétés. Il était nécessaire de promouvoir l'entrepreneuriat et le développement des petites et des moyennes entreprises pour les aider à mieux s'intégrer dans les chaînes mondiales d'approvisionnement, et les gouvernements et les sociétés transnationales pouvaient les uns et les autres appuyer et favoriser de tels liens;

b) Investissement et réduction de la pauvreté. Plusieurs intervenants ont appelé l'attention sur la question du développement rural, par exemple dans des pays comme le

Bangladesh et le Niger. Selon un intervenant, les personnes délaissant le milieu rural pour rejoindre le milieu urbain utilisaient quatre fois plus de ressources. Les investisseurs internationaux pouvaient apporter les capitaux et le savoir-faire requis pour contribuer au développement rural et à une utilisation plus efficace des ressources;

c) Investissement responsable et viabilité. Les intervenants ont conclu qu'une entreprise ne pouvait rester durablement profitable que si la valeur créée était partagée entre les actionnaires de l'entreprise d'une part et la population dans son ensemble d'autre part. Si l'entreprise ne créait de la valeur que pour les premiers, elle ne serait pas viable dans le long terme. Les représentants des milieux d'affaires ont fait valoir que les entreprises se préoccupaient d'objectifs de viabilité à long terme dans les pays où elles étaient présentes non pas uniquement par philanthropie mais parce que la problématique ainsi posée était bien souvent en rapport étroit avec leurs propres intérêts – par exemple, un producteur ayant besoin d'importantes quantités d'eau serait forcément intéressé par le problème de la qualité de l'eau;

d) Promotion et attraction de l'investissement. Plusieurs intervenants ont insisté sur la nécessité de renforcer la promotion des investissements et de simplifier les procédures d'entrée dans les pays pour les investisseurs, en particulier en établissant un point de contact unique pour les investisseurs étrangers dans les pays d'accueil. Selon les représentants des milieux d'affaires, les fonds de pension et d'autres investisseurs étaient très intéressés par les projets d'infrastructure – une composante clef du développement – mais les potentialités correspondantes tardaient souvent à se concrétiser faute d'un point de contact unique dans les pays d'accueil concernés. On a cité en exemple à cet égard l'Indonésie, la Chine et la République de Corée qui facilitaient les investissements financiers des entreprises dans le pays.

6. Les intervenants ont fait valoir qu'il existait certains secteurs prioritaires pour l'investissement international dans les pays en développement:

a) Infrastructures. Plusieurs intervenants se sont référés aux besoins d'infrastructure considérables des pays en développement dans de nombreux domaines, comme le transport routier, le transport ferroviaire, les services sociaux et les technologies de l'information et de la communication. Des investisseurs internationaux pourraient être incités à fournir des fonds dans le cadre de partenariats public-privé, mais ce type de contrat pouvait également poser des problèmes pour certains pays;

b) Eau. Selon les intervenants, le débat sur les changements climatiques occultait un problème mondial plus important encore, celui de l'eau et de l'accès à une eau de qualité, qui impliquerait de gros investissements d'infrastructure en particulier pour arriver à une utilisation plus efficace de l'eau;

c) Agriculture. Les débats ont porté en particulier sur les investissements dans l'agriculture en Afrique et sur l'important potentiel agricole des pays les moins avancés et des pays en développement sans littoral. Mais il existait d'importantes possibilités pour des activités à petite échelle et des investissements dans ce type d'activités. Les organismes nationaux et internationaux pourraient mettre en place des mécanismes permettant d'apporter un financement de démarrage pour appuyer les investissements dans des petits projets;

d) Énergie. Selon les intervenants, 1,5 milliard de personnes n'avaient pas actuellement accès à des sources d'énergie fiables et 3,2 milliards d'autres n'avaient accès qu'à des sources d'énergie insuffisantes et peu efficaces. On voyait donc le rôle possible des investisseurs internationaux pour aider à faire face aux besoins en énergie qu'impliquait le développement. Mais le principe de l'inviolabilité des contrats était jugé particulièrement important dans le secteur de l'énergie, où les coûts potentiellement irrécupérables étaient substantiels et où les horizons d'investissement étaient lointains. Les représentants des

milieux d'affaires estimaient qu'il fallait dans ce domaine des mécanismes d'assurance au niveau international.

Le nouveau paysage de l'investissement international

7. Les intervenants ont mis en exergue certaines caractéristiques du nouveau paysage de l'investissement international. La discussion a notamment porté sur la montée en puissance de nouveaux investisseurs comme les fonds souverains qui offraient des possibilités d'investissements dans des projets de développement pour lutter contre la pauvreté. La nouvelle géographie économique mondiale signifiait aussi qu'au fur et à mesure que les pays émergents du Sud se développaient, ils devenaient une destination d'investissement de plus en plus attractive. Ces investissements ne passaient pas forcément par une participation au capital, les intervenants citant à cet égard d'autres formes d'investissement comme les modes de production sans participation au capital et l'intégration des entreprises des pays d'accueil dans les chaînes mondiales d'approvisionnement. Alors que l'Afrique représentait 15 % de la population mondiale et disposait d'abondantes ressources naturelles, elle ne recevait qu'une part infime des apports mondiaux d'IED.

Politiques pour l'investissement aux niveaux national et international

8. Il fallait des politiques d'investissement mieux conçues pour faciliter les investissements internationaux et promouvoir un développement durable et équitable. On pourrait envisager par exemple des politiques pour appuyer la diversification économique et la transformation structurelle de l'économie. Les intervenants ont cité l'appel lancé par la CNUCED en faveur d'une nouvelle génération de politiques d'investissement pour favoriser le développement durable et en particulier promouvoir la création d'emplois dans les pays où le nombre des jeunes était en augmentation. On a fait référence aussi aux travaux de la CNUCED pour mieux définir le cadre des politiques pour l'investissement aux niveaux tant national qu'international. Au niveau national, les politiques continuaient à s'inscrire dans un processus de libéralisation même s'il y avait eu un certain recul et si les représentants des milieux d'affaires craignaient un retour à des tendances protectionnistes. Face à cette évolution, il était important de poursuivre le dialogue international sur les questions concernant l'investissement.

9. Au niveau international il fallait aussi de l'ordre et de la cohérence face à la prolifération des accords internationaux d'investissement, dont le nombre dépassait 6 000. Selon les participants cela n'impliquait pas forcément d'intervenir sur le plan réglementaire, mais plutôt de suivre une approche fondée sur les meilleures pratiques. Compte tenu des transformations du paysage de l'investissement au cours des quarante dernières années et des nombreux défis auxquels le monde était confronté aujourd'hui en matière d'investissement, il fallait rechercher pour les problématiques correspondantes des réponses mondiales mieux coordonnées.

Explorer les partenariats propres à dynamiser l'investissement international

10. Plusieurs intervenants ont parlé du rôle des partenariats pour dynamiser l'investissement international et renforcer sa contribution au développement durable. Ces partenariats seraient utiles pour sortir les pays de situations économiques difficiles et aussi pour faire en sorte que les pays puissent attirer davantage d'investissements et en dégager

des gains accrus pour leur développement. En plus des partenariats public-privé importants dans le contexte des investissements d'infrastructure, les participants se sont référés au Groupe de haut niveau sur la viabilité de l'environnement mondial mis en place par le Secrétaire général de l'ONU, qui avait formulé certaines recommandations concernant l'investissement international. Les participants ont cité en particulier les travaux de la CNUCED, en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, la Banque mondiale et le Fonds international de développement agricole, sur des principes pour un investissement responsable dans l'agriculture, c'est-à-dire sur des normes volontaires afin que les investissements internationaux dans le secteur agricole des pays en développement profitent aux agriculteurs locaux et à l'économie du pays d'accueil.
